

LA RECONQUÊTE DÉMOCRATIQUE

Face à des pouvoir **illégitimes**

— *synopsis*

Le néolibéralisme vacille sur ses bases. Ce système institutionnel et idéologique qui a dominé les décennies précédentes est désormais à bout de souffle. Pourtant, aucun mouvement politique de masse se proposant de sortir des institutions spécifiques au néolibéralisme n'apparaît dans les pays membres de l'Union européenne. Cela devrait nous étonner. Alors même que toutes les conditions semblent réunies pour tourner cette page historique, on constate une étrange inertie collective, une impasse politique générale, qui n'est pas spécifique à la France.

Ce livre examine la logique de cette impasse et ce que nous aurions dû comprendre pour ne pas nous y enfermer. L'État politique souverain a finalement débouché sur l'État social et partiellement démocratique des décennies d'après-guerre. Il constitue indubitablement la principale matrice de nos acquis sociaux et démocratiques contemporains. Or, cet ensemble social, institutionnel et symbolique, est en train d'être démantelé sous nos yeux, et nous ne pouvons plus nous permettre le luxe d'ignorer les conditions de possibilité des processus démocratiques auxquels nous sommes logiquement attachés. La *politisation* et la *démocratisation* de la société proviennent de la dynamique de l'État politique souverain, réalité qui heurte notre tendance à considérer ces questions comme séparées voire opposées. Assumer ce lien génétique permet de relier les idéaux classiques de la modernité (liberté individuelle et collective, progrès social et démocratique) à leurs conditions de possibilité réelles. L'autonomie de l'économie et l'individualisme ont tendance à écarter de notre champ de vision les processus faisant société, et pour commencer les institutions étatiques, vues désormais comme des obstacles à la liberté individuelle, idéal central de la modernité.

Les trois premiers chapitres posent les termes de cette impasse. Le premier examine un événement français paradigmatique autant que constitutif de l'impasse démocratique qui est la nôtre dans l'environnement postnational actuel : l'imposition par les parlementaires réunis en Congrès en 2008, du traité de Lisbonne, alors même que l'essentiel de son contenu venait d'être expressément, et solennellement, refusé par les citoyens par le référendum de 2005. Le deuxième tente de mettre cette forfaiture en perspective. En effet, il ne faudrait pas croire que cet affront fait à la souveraineté de la nation, qui normalement détient le pouvoir du dernier mot sur les questions constitutionnelles, ait été comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Sont donc examinés rapidement tous les contournements des principes démocratiques depuis les révolutions de la fin du XVIII^e siècle. Le troisième

chapitre tente de caractériser la configuration européenne de la révolution néolibérale, en regard des principes et des processus démocratiques.

Les quatre chapitres suivants dessinent les pistes qui pourraient sans doute nous sortir de nos contradictions et de notre impasse actuelle. Tout d'abord en examinant ce qui est refoulé, à savoir ce qui relie l'État souverain à une inédite politisation des sociétés, le tout débouchant finalement sur la possibilité des processus démocratiques. Il s'agit ensuite de réexaminer l'exemple historique de l'État social d'après-guerre, à la fois comme matrice des processus démocratiques les plus durables et productifs que nous ayons connu, mais aussi comme une expérience non seulement imparfaite mais ambiguë, portant en elle les faiblesses et les contradictions qui permettront son renversement sans bruit. Car si l'État social a eu des effets spectaculairement démocratisants, il ne fut jamais lui-même démocratisé. C'est ce qu'il s'agit de réaliser. Mais on ne peut réaliser un tel projet sans l'insérer dans une réflexion plus globale sur les institutions publiques, et donc sur un projet directement constitutionnel, qui nous permette d'imaginer une démocratisation de l'État qui ne soit ni superficielle, ni utopique à force de radicalité. Enfin, le dernier chapitre présente les voies politiques qui pourraient nous mener à un tel projet, en examinant sous cet angle notre situation actuelle.

Plusieurs hypothèses spécifiques sont mobilisées pour conduire cette enquête sur notre aveuglement collectif concernant la logique de l'État et son lien avec le caractère politique de nos sociétés et les processus démocratiques qu'elles abritent.

- Tout d'abord, la rareté et la fragilité du caractère **politique** des sociétés est souligné, alors que nous aimerions croire que la politique est une catégorie universelle et atemporelle. Cette politisation de la société a été permise et encouragée par la centralisation des institutions, la clôture territoriale et la souveraineté, caractéristiques spécifiques de la réalité étatique. Une vision de la société particulièrement dynamique en découle, incitant fortement les membres de ce type de société à regarder cette dernière comme perpétuellement modifiable, puis à vouloir contrôler l'État, cet outil exceptionnel de transformation. C'est bien l'État qui a permis à la société de prendre conscience d'elle-même, afin de pouvoir agir sur elle-même.

- La **légitimité**, malgré la relativité irréfutable des principes qui l'animent, doit être cependant prise au sérieux. Une fois qu'une société contemporaine dispose d'un État comme outil de son auto-transformation, il est impératif de comprendre les conditions sociales, idéologiques et institutionnelles d'acceptation de ces transformations. D'une époque à une autre, d'une société à l'autre, la logique symbolique qui guide cette acceptation sociale est différente,

mais nul ne peut s'en exonérer longtemps sans mettre en péril le bon fonctionnement et la pérennité d'un régime institutionnel quelconque.

- Du fait de ce qui est étudié ici, le concept central, mais équivoque, de **démocratie** est mobilisé dans un sens plus proche de ses origines que son acception actuelle la plus courante. Pour être qualifié de démocratique, un processus doit répondre à deux critères exigeants. D'une part, l'orientation publique principale de la société doit pouvoir être sanctionnée implicitement, ou mieux, explicitement, par la majorité des membres adultes de cette société. D'autre part, les institutions publiques doivent être prioritairement mises au service de ceux qui, au sein de la société, sont dominés par les plus puissants, rééquilibrant ainsi, institutionnellement, ce rapport de force qui, laissé à lui-même, déstabilise toujours toute société, lui faisant prendre une pente violente.

- Le **néo-libéralisme** est considéré dans cet essai comme un projet social et politique beaucoup plus que comme une idéologie économique (sur ce seul plan, il est d'ailleurs très disparate, théoriquement hétérogène). Les institutions et les logiques économiques et politiques que mobilise le néolibéralisme visent toutes en effet un objectif non économique, celui de découpler radicalement les règles sociales qui encadrent la vie matérielle de chaque société d'avec la volonté politique des membres de cette société.

L'objet de ces questions n'est pas seulement théorique ou idéologique. Il s'agit de nous sortir de notre étonnante paralysie collective actuelle. Si nous voulons vivre de nouveau dans une société où l'on puisse considérer nos institutions comme légitimes, il faut sortir du système institutionnel et idéologique des 40 dernières années et être au clair sur les contradictions qui nous aurons livrés à ce dernier. Il n'est sans doute ni possible, ni souhaitable, de retourner purement et simplement à l'État social d'après-guerre. Il s'agit en revanche de disposer de propositions concrètes à même de le renouveler et surtout de le démocratiser, afin de ne pas reproduire les erreurs qui ont permis son démantèlement systématique, entraînant de nouveau nos sociétés dans la zone des tempêtes. C'est précisément pour en sortir, après le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale, qu'un consensus sur l'impératif de bâtir un État social avait fini par s'établir, afin de pacifier les sociétés contemporaines, dans leurs relations sociales intérieures comme dans leurs relations internationales.